

Urgences, soins non programmés : Élisabeth Borne retient « toutes les propositions » de la mission Braun

PAR [MARIE FOULT](#) - [VÉRONIQUE HUNSINGER](#) - [LOAN TRANTHIMY](#) - PUBLIÉ LE 01/07/2022

25 RÉACTIONS COMMENTER

Après 24 heures de suspense, le gouvernement a décidé de « bien retenir toutes les propositions » de la mission flash sur les urgences et les soins non programmés, dans le cadre de « réponses rapides et fortes pour l'été ».

Accompagnée de la ministre de la Santé, Brigitte Bourguignon – qui s'apprête à quitter son poste – et du Dr François Braun, auteur de la mission *ad hoc*, la Première ministre a fait cette annonce, ce vendredi après-midi, lors d'un déplacement organisé à la dernière minute au centre hospitalier René-Dubos de Pontoise (Val-d'Oise) où elle a visité le service des urgences puis la salle de régulation du Samu. Une visite qui intervenait au lendemain d'une réunion à Matignon avec le groupe de travail ayant présenté au gouvernement [41 propositions pour éviter un crash hospitalier cet été](#). Une panoplie de mesures immédiatement utilisée.



Crédit photo : S. Toubon

Gouvernement  

@gouvernementFR · [Suivre](#)

Organisation du gouvernement - France

EN DIRECT | À la suite du rapport de la mission « flash » pour les urgences et les soins non programmés, la Première ministre [@Elisabeth_Borne](#) présente les solutions concrètes et immédiates du Gouvernement pour la période estivale.

Gouvernement
EN DIRECT | À la suite du rapport de la mission « flash » pour les urgences et les soins non programmés, la ...

4:29 PM · 1 juil. 2022 

 311  Répondre  Partager

[Lire 163 réponses](#)

Dans cette « boîte à outils » qu'elle retient à ce stade, Élisabeth Borne a souligné, en particulier, « trois axes forts pour cet été ». Attention toutefois, les mesures présentées sont ciblées « pour une durée de trois mois » et feront l'objet d'une évaluation pour envisager leur devenir dans le temps, a précisé Matignon.

Eduquer les patients

Quelques patients

Le premier axe touche à l'orientation et l'information des patients. « *Ce que je souhaite, c'est que chacun puisse prendre le réflexe du 15 et ne pas venir systématiquement aux urgences, a-t-elle expliqué devant les soignants de l'hôpital. C'est impossible que l'hôpital et les urgences puissent faire face à tous les besoins de soins des Français. Cette bonne orientation, on l'a vu ici, c'est la clé pour ne pas mettre une trop forte pression sur les services d'urgences cet été* ». Une campagne nationale de communication en ce sens sera lancée en juillet. Le message sera de ne plus aller directement aux urgences.

Pour autant, le principe de la régulation généralisée des urgences par le Samu n'a pas été explicitement mentionné, alors que la mesure figurait dans les propositions de la mission flash. L'exécutif veut « *permettre aux territoires d'adapter le fonctionnement des urgences* ». Ce qui peut se traduire par une orientation préalable des patients avant même la porte, « *y compris en les accueillant à l'hôpital et en les orientant vers une autre solution de prise en charge* ». Cela peut aussi passer par des adaptations des horaires de fonctionnement, ajoute Matignon, ce qui est déjà le cas.

+15 euros par consultation non programmée régulée

Dans le même temps, et c'est le deuxième axe, elle a lancé un véritable appel à la mobilisation générale de tous les professionnels de santé cet été.

Mesure très attendue, afin d'inciter les médecins généralistes libéraux à accueillir davantage de soins non programmés, la majoration de 15 euros pour chaque consultation de patients extérieurs au cabinet a été acceptée, lorsque ceux-ci sont adressés par le 15 ou le SAS (service d'accès aux soins).

Les maisons médicales de garde (MMG) pourront être ouvertes « *dès le samedi matin* », avec des consultations majorées de 15 euros. Enfin, la régulation médicale par les médecins libéraux sera revalorisée à « *100 euros/heure* » cet été et les praticiens bénéficieront d'une couverture assurantielle garantie par les établissements de santé. Le transport des malades vers un médecin libéral ou une MMG sera facilité (et non plus seulement vers l'hôpital), ajoute Matignon.

« *Nous voulons aussi pouvoir mobiliser tous les professionnels de santé, comme les pharmaciens et les masseurs-kinésithérapeutes, en leur permettant de faire des actes qu'ils ne pouvaient pas faire jusqu'à présent et pour lesquels ils ont toutes les compétences* », a ajouté la cheffe du gouvernement. Les pharmaciens par exemple pourront renouveler les ordonnances pour les patients chroniques.

Travail de nuit à l'hôpital : les contraintes valorisées

Élisabeth Borne a aussi promis de « *faciliter les démarches pour les médecins retraités pour qu'ils puissent se remobiliser cet été* ». Autre décision : continuer à développer la télémédecine qui « *peut être une bonne solution notamment dans les territoires où il peut y avoir une carence de l'offre de soins* ».

À l'hôpital cette fois, admettant « *que le manque de personnel peut être lié à des conditions de travail difficiles* », une revalorisation de 50 % des gardes de nuit des médecins sera expérimentée pour trois mois. Ce vendredi matin, l'intersyndicale Action Praticiens Hôpital (APH) réclamait un doublement de la rémunération des gardes. Les majorations de nuit pour les autres soignants seront doublées.

La majoration de la rémunération des heures supplémentaires, du temps de travail additionnel (TTA) des médecins, et des gardes et astreintes des praticiens hospitalo-universitaires était déjà arbitrée (décret et arrêtés du 29 juin).

Déclinaison territoire par territoire

Le service des urgences de l'hôpital de Pontoise, visité au pas de charge par la Première ministre, comptabilise en moyenne 180 passages par jour dont une cinquantaine ne relève pas de l'urgence vitale, a confié au « *Quotidien* » la Dr Céline Gonfroy-Leymarie, cheffe par intérim du pôle soins intensifs et non programmés du CH.

Élisabeth Borne a aussi visité la salle de régulation qui enregistre, en moyenne, 1 424 appels en 24 heures. Elle a discuté avec des généralistes régulateurs dont une retraitée, des praticiens qu'elle a salués pour leur « *mobilisation* ». Le CH de Pontoise a été choisi pour ce déplacement car le « *lien entre la ville et l'hôpital y est exemplaire* », selon Matignon.

D'autres mesures à moyen terme

Élisabeth Borne pourra passer le relais, la semaine prochaine, au nouveau ministre de la Santé qui devra mettre en musique la suite de ce chantier. Une boîte à outils qui a vocation à être déclinée « *territoire par territoire* » par les ARS en lien avec les préfets et les professionnels de santé. Plusieurs mesures tarifaires annoncées (régulation à 100 euros/heure, majoration de 15€ des consultations non programmées, ouverture des MMG le samedi matin, revalorisation du travail de nuit) feront l'objet d'études d'impact financier.

Parallèlement, les « *propositions plus structurelles qui doivent permettre de transformer en profondeur le système de santé* » feront l'objet de discussions dans le cadre de la conférence des parties prenantes annoncée par Emmanuel Macron pour le début de l'été.